

Rome 12-13 octobre 2009



## Le défi spécifique à l'Afrique subsaharienne

### LE DÉFI

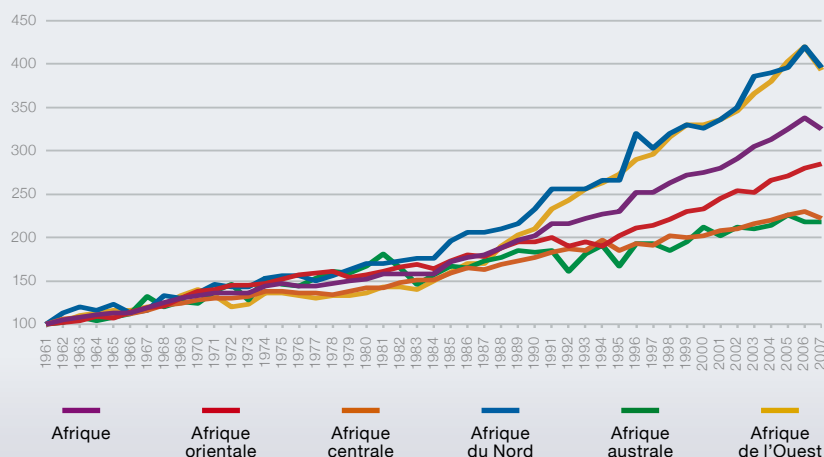
Après des décennies de baisse de la production vivrière par habitant, les perspectives d'avenir pour l'Afrique et l'agriculture africaine suscitent un nouvel optimisme. La croissance agricole et économique dans son ensemble a dépassé la croissance démographique dans de nombreux pays, les conflits armés se font plus rares, les institutions régionales et sous-régionales sont renforcées, et le développement de l'environnement des entreprises a bien progressé. Tous les acteurs s'accordent à reconnaître que l'agriculture africaine présente un énorme potentiel de croissance grâce à l'abondance de ses ressources naturelles, à savoir les terres et l'eau.

Alors que la crise économique mondiale s'atténue, de nouvelles et de meilleures opportunités sur le marché devraient se présenter aux agriculteurs africains pour les exportations agricoles traditionnelles

et non traditionnelles, telles que les matières premières de la biomasse pour la production de bioénergie. La croissance démographique et l'urbanisation tendent à démontrer que les marchés nationaux et intra-africains sont les secteurs les plus prometteurs pour stimuler la croissance agricole à moyen et à long terme. Plusieurs pays ont la possibilité de développer des produits à forte intensité de main-d'œuvre et à haute valeur pour les marchés régionaux et internationaux. Le fort potentiel de l'agriculture en Afrique subsaharienne est une bonne nouvelle: l'agriculture est le moteur de la croissance globale pour la majorité des pays de la région et elle est indispensable à la réduction de la pauvreté et à la sécurité alimentaire. Cependant, comme indiqué dans le Rapport sur le développement dans le monde 2008, l'inexploitation de ce potentiel a considérablement compromis le rôle que l'agriculture pourrait jouer pour la réduction de la pauvreté.

L'agriculture en Afrique subsaharienne a su tirer parti d'un meilleur environnement macroéconomique, et d'avantages tarifaires, obtenus entre autres grâce à une «imposition» réduite de l'agriculture et à des prix plus élevés sur le marché mondial. Le taux négatif de protection pour l'Afrique dans son ensemble s'est amélioré. Il est passé de moins 20 pour cent en 1975-79 à un niveau inférieur à moins 10 pour cent dans les cinq premières années de la décennie actuelle, et a presque été nul en 2005. Il s'agissait néanmoins de la partie la plus simple du défi. Les perspectives positives qui s'offrent à l'agriculture africaine ne prendront pas forme sans une action politique concertée et déterminée, surtout si la croissance agricole doit être durable et se traduire par une réduction considérable de la pauvreté. De nombreux problèmes doivent être surmontés, y compris le fossé technologique croissant, le développement lent des marchés des intrants et des extrants et des services des marchés associés, la lente progression de l'intégration régionale, le manque de gouvernance et une faiblesse institutionnelle dans certains pays, les conflits, le VIH-SIDA et d'autres maladies. Établir un lien entre les petits exploitants et les marchés et les aider à s'adapter aux nouvelles conditions et à devenir plus productifs, accroître les possibilités d'emploi rural, réduire les risques et la vulnérabilité, surtout aux phénomènes climatiques extrêmes et à la fluctuation des prix, et améliorer l'accès aux ressources et aux compétences figureront parmi les mesures à prendre pour s'assurer que la croissance agricole et rurale aille de pair avec la réduction de la pauvreté.

Indice de production agricole (1960=100)



Source: FAOStat

### QUESTIONS CLÉS

#### RESSOURCES NATURELLES

Le piège de la crise alimentaire qui menace le continent africain est principalement imputable au manque d'investissements

dans le secteur agricole. Sa vulnérabilité au climat est un facteur aggravant. L'agriculture africaine est une agriculture essentiellement pluviale, et la dépendance de l'Afrique à l'égard de l'agriculture ainsi que ses très faibles niveaux d'irrigation la rendent particulièrement vulnérable aux aléas de son climat extrêmement variable et changeant. En dépit de l'abondance des ressources naturelles en eau à l'échelle du continent, ces dernières sont inégalement réparties et l'Afrique n'a manifestement pas été en mesure d'intensifier sa production agricole au moyen de l'irrigation et d'une meilleure gestion de l'eau (récupération et stockage de l'eau).

Ainsi, moins d'un quart de la surface totale de l'Afrique subsaharienne se prêtant à une culture pluviale est utilisée. Selon les estimations de la FAO, une surface supplémentaire de plus de 700 millions d'hectares serait également cultivable. Les experts font notamment référence à la région de la savane guinéenne, une surface deux fois plus grande que celle utilisée mondialement pour la culture

du blé. Seulement 10 pour cent de la savane guinéenne – qui couvrirait 600 millions d'hectares – est cultivée. Les conditions agroécologiques sont assez similaires à celles de la région du Cerrado au Brésil, qui a été un véritable moteur de la croissance agricole dans ce pays. Mais dans le même temps, force est de constater que pour exploiter ces ressources naturelles et de nouvelles terres agricoles, des investissements énormes dans les infrastructures et la technologie, ainsi que des garanties appropriées pour éviter d'éventuels impacts négatifs sur l'environnement seront nécessaires.

### TECHNOLOGIE

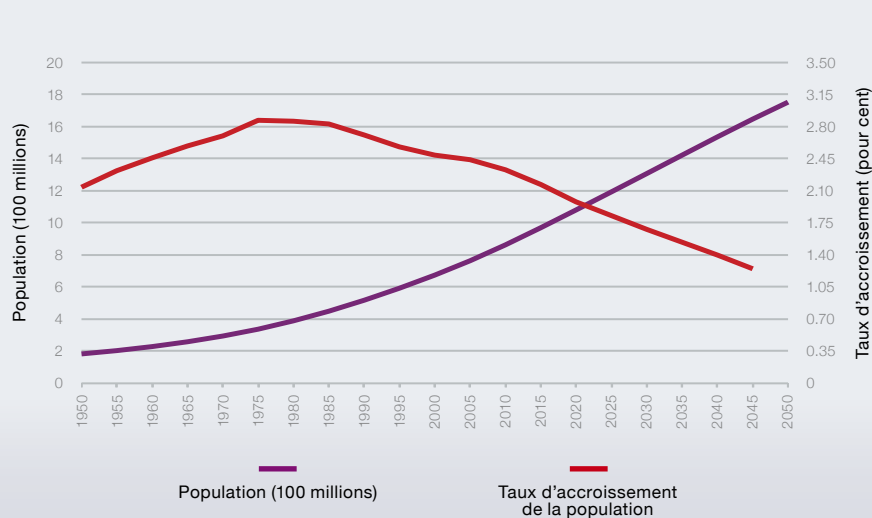
L'augmentation de la productivité en Afrique dépend en grande partie de la variété d'environnements agroécologiques et de systèmes d'exploitation (également un résultat de la variabilité climatique et de la dépendance à la pluie), et du nombre important d'aliments de base qu'elle produit. Dans de telles conditions, les possibilités d'application des technologies actuelles d'amélioration du rendement

ou l'application massive de nouvelles technologies sont limitées<sup>1</sup>. Cependant, la production de technologie a connu des succès (riz NERICA par exemple) et des enseignements doivent en être tirés. Les gains de rendement associés à des variétés à haut rendement ont été bien inférieurs en Afrique subsaharienne par rapport à d'autres régions, en partie en raison des insuffisances des marchés d'intrants et d'extrants et des services de vulgarisation et d'une infrastructure inadaptée. Ce qui s'est traduit par une faible utilisation de l'irrigation, des engrais, des semences améliorées et des pesticides. En dépit des besoins bien plus importants de recherche agricole, plus particulièrement la recherche en matière d'adaptation au changement climatique, l'Afrique n'a pas investi suffisamment dans la recherche et le développement agricole. Certains experts préconisent que l'Afrique devrait envisager des moyens de tirer parti des éventuelles possibilités qui pourraient être offertes par la biotechnologie, y compris les cultures transgéniques dont il a été prouvé qu'elles ne présentaient aucun danger, tout en reconnaissant l'existence d'obstacles juridiques, économiques, sociaux et politiques au développement de cultures génétiquement modifiées. Une agriculture de conservation pourrait constituer une option viable compte tenu des infrastructures, de sa situation de l'équipement et de la main-d'œuvre dans certaines régions d'Afrique.

### PERSPECTIVES POUR LES PETITS EXPLOITANTS

La petite agriculture est la principale forme d'organisation agricole en Afrique. Par conséquent, au moins à court et moyen terme, le développement agricole (surtout celui des aliments de base) et la réduction de la pauvreté seront étroitement liés à l'évolution de la petite agriculture. Les systèmes alimentaires ont cependant tendance à devenir des chaînes mondialement intégrées, davantage axées sur la connaissance, à forte intensité de

Estimations de la population pour l'Afrique subsaharienne: 1950-2050



Source: UN

<sup>1</sup> Selon le Rapport sur le développement dans le monde 2008, l'Asie disposait de deux produits de base (le blé et le riz) au moment de la révolution verte contre 8 pour l'Afrique (maïs, riz, millet, sorgho, cassava, yams, et bananes plantains.)



### QUELQUES FAITS ESSENTIELS

- ▶ Pour le continent dans son ensemble, la croissance économique se situait bien au-delà de 5 pour cent jusqu'en 2008, et au-delà de 5,5 pour cent pour l'Afrique subsaharienne. La croissance agricole en Afrique subsaharienne s'élevait à plus de 3,5 pour cent, soit un chiffre bien supérieur à celui de l'accroissement démographique de 2 pour cent.
- ▶ Néanmoins, 218 millions de personnes en Afrique, environ 30 pour cent de la population totale, souffriraient de faim et de

malnutrition chroniques. En Afrique subsaharienne, 38 pour cent des enfants de moins de cinq ans souffrent de marasme (conséquence de la malnutrition chronique).

- ▶ La population de l'Afrique subsaharienne devrait atteindre entre 1,5 et 2 milliards de personnes en 2050, contre 770 millions en 2005. En dépit d'une migration rurale-urbaine rapide, et de l'augmentation de la population urbaine, il est également probable que le nombre total d'habitants ruraux continue d'augmenter.
- ▶ On recense environ 33 millions de petites exploitations de moins de deux hectares, représentant 80 pour cent de l'ensemble des exploitations sur le continent.

capital. Un capital moins cher, l'introduction de nouvelles technologies et de plus grandes possibilités d'emploi en dehors de l'exploitation contribuent à modifier la taille optimale des exploitations au bénéfice des plus grandes. L'avantage comparatif dont jouissent les petits exploitants au niveau de la production vivrière est menacé, de plus grandes exploitations commerciales étant mieux placées pour gérer les risques associés à l'adoption de nouvelles technologies et la diffusion de connaissances. Il pourrait en résulter à terme une augmentation de la taille moyenne des exploitations, un remembrement agricole, une plus grande commercialisation de l'agriculture et une possible migration en dehors du secteur. De ce fait, les petits exploitants subiront une pression supplémentaire pour s'adapter. Il est donc urgent que les programmes et les politiques renforcent la capacité des petits exploitants à stimuler leur productivité, à avoir accès à des secteurs dynamiques, pour les marchés nationaux, régionaux et internationaux. Ces programmes comprennent la sensibilisation et le renforcement des capacités, les réductions des coûts de transaction dus aux petits volumes et à la périssabilité, l'aide à la création d'organisations d'agriculteurs et d'autres formes d'associations professionnelles pour garantir une échelle optimale minimale, et le contrôle de la qualité et de la sécurité des aliments.

### CLIMAT DE L'INVESTISSEMENT

L'agriculture en Afrique subsaharienne est extrêmement sous-capitalisée, le capital par personne travaillant dans l'agriculture étant largement inférieur à celui des autres régions en développement. Cette situation s'explique par une insuffisance des investissements ainsi qu'un accroissement rapide de la population rurale dans la région. Elle constitue une véritable source de préoccupation car de nombreux pays ayant la plus grande prévalence et la plus grande intensité de la faim sont situés dans cette région. L'insuffisance des investissements dans le développement de la chaîne de valeur de la production agricole et les services de

**Tableau 2: Avantages des petites et grandes exploitations en matière de coûts de transaction**

	Petites exploitations	Grandes exploitations
Supervision, motivation, etc. de la main-d'œuvre non qualifiée	X	
Connaissances locales	X	
Achats de produits alimentaires et risques (subsistance)	X	
Main d'œuvre qualifiée		X
Connaissance du marché		X
Connaissances techniques		X
Achat d'intrants		X
Finance et capital		X
Terre		X
Marchés des produits		X
Traçabilité et assurance qualité du produit		X
Gestion du risque		X

Source: Poulton et al. 2005

soutien peut avoir un impact hautement préjudiciable sur la sécurité alimentaire de la majorité des personnes souffrant de la pauvreté et de la faim, qui vivent dans les zones rurales et dépendent directement ou indirectement de l'agriculture pour gagner leur vie. Il est nécessaire d'investir considérablement dans les biens publics en faveur de l'agriculture, notamment la recherche et la vulgarisation, l'irrigation et l'approvisionnement en énergie, les routes rurales, les facilités de stockage, l'enseignement, les soins de santé. Compte tenu de la faible densité de population de l'Afrique, l'infrastructure qui relie les agriculteurs aux marchés est coûteuse et les investissements dans le secteur public sont essentiels. Un climat d'investissement favorable exige des institutions efficaces qui accordent et protègent efficacement les droits de propriété, favorisent le commerce, réduisent les risques et facilitent l'action collective.

### DÉPENDANCE À L'ÉGARD DES IMPORTATIONS

Parmi les pays les moins avancés en Afrique, nombreux sont ceux qui sont devenus de plus en plus dépendants

aux denrées alimentaires importées au cours de ces dernières décennies. Cette dépendance n'est pas nécessairement un problème grave en soi, dès lors que d'autres secteurs d'exportation peuvent être développés pour générer des revenus et payer les importations de denrées alimentaires, mais souvent cela n'a pas été le cas. Dans ces pays, les consommateurs ont pu bénéficier des prix bas des denrées alimentaires importées, résultant entre autres des subventions agricoles de l'OCDE, mais la récente flambée des prix a démontré la précarité de cette situation, tout en soulignant les difficultés auxquelles sont confrontés les agriculteurs (surtout les petits agriculteurs) dans les pays en développement lorsqu'ils tentent d'accroître la production en réponse à des prix plus élevés. Les prévisions pour 2050 tendent à confirmer que cette dépendance à l'importation persistera dans de nombreux pays africains, qui doivent trouver un moyen de garantir qu'ils seront en mesure de payer leurs importations. Les niveaux peu élevés du commerce intrarégional, qui sont la conséquence des obstacles physiques et institutionnels, constituent un problème supplémentaire. Le recours imprévisible

- ▶ Les rendements céréaliers ont peu augmenté et se situent toujours autour des 1,2 tonne par hectare dans la région, par rapport à une moyenne d'environ 3 tonnes par ha dans l'ensemble des pays en développement.
- ▶ En 2000, l'utilisation d'engrais s'élevait à seulement 13 kg par ha en Afrique subsaharienne, contre 73 kg au Moyen-Orient et en Afrique du Nord et 190 kg en Asie de l'Est et dans le Pacifique.
- ▶ Seulement 4 pour cent des terres arables en Afrique subsaharienne sont irriguées, contre 20 pour cent environ dans le monde et 38 pour cent en Asie.
- ▶ Les dépenses de recherche et de développement agricole dans les pays de la région entre 1981 et 2000 ont seulement progressé de 0,6 pour cent par an en moyenne, et ont même reculé pendant les années 90.
- ▶ 40 pour cent environ de la population de la région vit dans des pays enclavés, contre seulement 7,5 pour cent dans les autres pays en développement, et les coûts de transport en Afrique subsaharienne peuvent atteindre jusqu'à 77 pour cent du montant des exportations.



1. Pour quelle raison les résultats agricoles obtenus dans la plupart des pays africains au cours de ces 20 dernières années ou plus ont-ils été décevants? Qu'est-ce qui n'a pas marché? Comment faire pour corriger les erreurs commises par le passé?
2. Dans quelle mesure l'Afrique peut-elle assurer sa sécurité alimentaire?
3. Quelles sont les chances pour que la petite agriculture soit le moteur de la croissance agricole et de la réduction de la pauvreté
4. Quelles sont les priorités du changement technologique dans l'agriculture africaine: le continent a-t-il besoin d'une révolution verte qui lui soit propre, et quels pourraient être les éléments d'une telle révolution?
5. Quels sont les changements institutionnels et politiques nécessaires pour renforcer le soutien aux agriculteurs et aux autres acteurs le long de la chaîne de valeur agroalimentaire, et créer un environnement propice à l'investissement?

aux restrictions à l'exportation dès qu'il y a des craintes de pénuries alimentaires sur les marchés locaux a été l'une des entraves les plus importantes aux investissements privés à grande échelle dans la capacité de commerce transfrontalier, particulièrement en Afrique australe et orientale.

### CHANGEMENT CLIMATIQUE

Le changement climatique devrait avoir une incidence négative sur la plupart des régions d'Afrique, y compris sous l'action de phénomènes climatiques extrêmes, tels que des inondations et des sécheresses, qui deviendront plus fréquents, mais il ouvrira également de nouvelles perspectives dans certaines régions où les précipitations et d'autres paramètres climatiques pourraient s'améliorer. D'autres perspectives résultent de la possibilité de négocier et de compenser les émissions de carbone. Les modèles climatiques ne sont pas encore suffisamment développés pour l'Afrique et ne permettent pas de prévoir ce qu'il se passerait région par région avec suffisamment de certitude pour se lancer dans des programmes détaillés. Quoi qu'il en soit, le changement climatique devrait être placé au cœur des programmes d'agriculture générale et d'atténuation des risques, et les capacités de développement de la technologie agricole devraient être renforcées. Selon les estimations du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC), l'adaptation au changement climatique pourrait coûter à l'Afrique 5 à 10 pour cent de son produit intérieur brut. Selon le rapport du Groupe, le changement climatique pourrait également faire chuter les potentiels rendements de cultures provenant de l'agriculture pluviale de 50 pour cent dans certains pays africains.

### ÉTABLISSEMENT D'UN LIEN ENTRE L'AGRICULTURE ET LA SÉCURITÉ NUTRITIONNELLE

Il est impératif de réduire le fossé nutritionnel en Afrique subsaharienne, où la différence entre les apports effectifs et les apports optimaux est la plus grande, et où l'incidence de la sous-alimentation est la plus importante. L'amélioration de la sécurité alimentaire doit aller de pair avec l'amélioration de la sécurité nutritionnelle qui concerne l'élément « qualité » de la production vivrière, de la consommation et des besoins physiologiques. Les progrès de l'agriculture sont habituellement insérés dans le cadre de la réduction du fossé entre les rendements effectifs et la production potentielle. Cependant, il y a un autre type de fossé qui existe, le « fossé nutritionnel » qui concerne 1) l'accroissement des disponibilités et de l'accès aux aliments nécessaires pour une alimentation saine et 2) l'accroissement de l'apport effectif de ces aliments. L'agriculture a le plus grand potentiel et le plus grand rôle à jouer dans la réduction de la pauvreté et l'amélioration de la situation alimentaire et nutritionnelle des communautés rurales vulnérables. Cependant, les objectifs en matière de sécurité nutritionnelle devraient être pris en compte lors de la conception et de la mise en œuvre des initiatives de développement agricole afin de faire en sorte que les possibilités d'amélioration de la nutrition soient identifiées et mises à profit.

### VIH-SIDA

L'Afrique, incapable de se développer aussi rapidement que le reste du monde en développement, a laissé à ses habitants un héritage de pauvreté et de faim. L'Afrique subsaharienne a vu une augmentation exponentielle du nombre de personnes

vivant dans la pauvreté absolue, qui est passé de 214 millions en 1981 à 391 millions en 2005, avec une baisse mineure en termes de pourcentages sur la même période, de 53,7 à 51,2 pour cent. Cette faible croissance a non seulement amoindri les ressources domestiques disponibles pour investir dans les infrastructures, le développement agricole, la santé, l'enseignement et la nutrition, mais elle a également aggravé l'épidémie de VIH-SIDA, qui entraîne un cercle vicieux de pauvreté et de maladie. Dans les zones rurales, la lutte contre le VIH et le SIDA accuse un retard affligeant et doit être intensifiée avec l'étendue des services du VIH et du SIDA aux zones rurales et des améliorations considérables des systèmes de protection sociale.

### RÉFORMES INSTITUTIONNELLES

Les institutions gouvernementales dédiées à l'agriculture en Afrique sont particulièrement faibles dans les pays les plus pauvres. L'absence de processus décentralisés et ascendants est souvent en nette opposition avec l'hétérogénéité des conditions agroclimatiques et des besoins technologiques qui nécessitent des solutions précises obtenues par le biais d'un processus participatif. Des institutions sont nécessaires pour renforcer le fonctionnement des marchés nationaux et régionaux (réglementation, gestion du risque, information, un cadre pour les organisations et les coopératives) et d'autres pour gérer les risques climatiques et autres. La stabilité politique et la paix sont toujours au centre des préoccupations.

Pour toute information complémentaire